

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Les prochaines étapes de Québec solidaire. Vers un parti hybride ?

Simon Tremblay-Pepin

Numéro 15, hiver 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80891ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Tremblay-Pepin, S. (2016). Les prochaines étapes de Québec solidaire. Vers un parti hybride ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (15), 202–206.

Les prochaines étapes de Québec solidaire Vers un parti hybride ?

SIMON TREMBLAY-PEPIN

J'ai récemment émis l'idée suivante: la proposition centrale du développement de la première décennie de Québec solidaire (QS), celle du « parti des urnes, parti de la rue », a fait son temps¹. Elle a permis certains succès, mais elle devient de plus en plus nuisible à la croissance du parti. Il faut passer à une nouvelle étape dans l'évolution du parti-processus qu'est Québec solidaire.

Bref regard critique

L'idée du « parti des urnes, parti de la rue » a été déployée, entre autres, pour respecter l'autonomie des mouvements sociaux. L'attention apportée à cette autonomie vient du lourd passé des partis marxistes-léninistes des années 1970 et de leur tentative d'« hégémoniser » ces mouvements sous la direction de ce qu'ils considéraient comme le « parti d'avant-garde ». Toujours dans la logique « parti des urnes, parti de la rue », le rôle de Québec solidaire était de devenir le portevoix des mouvements à l'Assemblée nationale, transmettant leurs revendications dans le processus législatif. Le parti devait également appuyer ces mouvements en se joignant à des manifestations et en appelant ses membres à participer à des actions organisées par les mouvements sociaux.

À l'origine, cette stratégie était nécessaire pour faire tomber les soupçons d'entrisme. Mais, aujourd'hui, les choses sont claires: plus personne de moins sensé ne croit que Québec solidaire complot pour téléguider les mouvements populaires. Par contre, un nouveau problème a surgi : du fait de cette politique, le rôle de Québec solidaire est resté flou, tant pour ses membres que pour les gens qui ne le connaissent qu'à travers ses prises de position publiques. En gros, on ne sait pas à quoi « sert » Québec solidaire. Veut-il prendre le pouvoir ? Est-il la « conscience morale » de l'Assemblée nationale ? Est-il plutôt une courroie de transmission pour les doléances et pétitions des divers groupes de la société civile ? Ce flou sur son identité nuit au développement du parti.

1 Simon Tremblay-Pepin, « Parti des urnes, parti de la rue : grandeur et misère de QS », *À bâbord!*, n° 59, avril-mai 2015, p. 32-33. Cette réflexion a été poursuivie avec Jocelyne Bernier et John Bradley lors d'un atelier à l'université populaire des NCS en août 2015.

Ce flou a également des conséquences à l'intérieur de l'organisation. On y consacre beaucoup de temps à l'administrer, à discuter ses positions, mais trop peu à agir politiquement. Ainsi, des gens qui veulent s'y joindre et qui ont été formés à l'activisme de terrain plutôt qu'au débat en instances sont-ils rebutés par ce qui leur semble être, à tort ou à raison, de lourdes structures bureaucratiques.

Que faire, donc, pour sortir de cette posture difficile ? Évidemment, il ne peut être question de renouer avec l'entrisme ou, à l'inverse, d'abandonner un rapport de proximité avec les mouvements. Je crois cependant que l'évolution de Québec solidaire – la croissance du nombre de ses membres, le développement de sa structure organisationnelle, l'amélioration de ses capacités techniques – permet une plus grande autonomie et une plus grande résonance du parti. Par ailleurs, la situation politique exige cette autonomisation si on veut voir Québec solidaire grandir, tant dans les urnes que dans la rue.

En bref, Québec solidaire doit quitter l'étape du « parti des urnes, parti de la rue » pour devenir un parti hybride, à la fois parti politique et mouvement social. Cette transition vers une nouvelle étape du « processus » exige trois transformations : se donner des opportunités de faire des gains autres qu'électorales ou parlementaires, canaliser l'énergie des associations locales dans l'action politique et recentrer le message porté dans l'espace public.

Faire des gains

Québec solidaire peut se vanter de plusieurs succès électoraux. Il a aussi participé à des gains législatifs – surtout des motions et des prises de parole marquantes. Ces choses ont leur importance et le bilan est somme toute impressionnant considérant la taille de son équipe parlementaire. Cependant, une question reste à cerner : qu'est-ce que Québec solidaire a apporté de concret aux Québécois et aux Québécoises ? On pourrait répondre que la question est cruelle pour un parti qui n'a jamais eu le pouvoir (la Coalition Avenir Québec n'a pas plus apporté que QS sous ce rapport). Fût-elle cruelle, des gens se poseront quand même cette question alors que Québec solidaire se présentera pour une cinquième fois devant l'électorat. On se demandera : mais qu'est-ce que ça donne de continuer de voter pour ce parti ?

Depuis 2006, on répond à cette question en affirmant que la voix de Québec solidaire est importante à l'Assemblée nationale. Cette voix de gauche est distinctive, forte, claire (par exemple, dans le débat sur l'éviction des personnes âgées). Parler fort et parler bien est important, mais est-ce suffisant ? Est-ce que les gens vont voter pour QS pour obtenir une voix à l'Assemblée nationale ? Possible que ça fonctionne pour un temps, mais un jour ou l'autre cette posture atteindra ses limites et peut-être plus tôt que tard. On ne peut pas non plus compter uniquement sur de nombreux gains parlementaires éventuels (projets de loi adoptés, motions et autres) par définition difficiles à obtenir alors qu'on est un petit groupe d'opposition.

Comment faire alors pour que Québec solidaire soit au cœur de gains concrets, d'avancées sociales positives que tout le monde peut comprendre ?

Commençons par constater les atouts du parti. Québec solidaire est la plus importante organisation de gauche au Québec : des milliers de membres répartis dans toutes les régions du Québec; une trentaine d'employé-es rémunérés; une organisation structurée et fonctionnelle et un réseau de communication interne et externe étendu. On pourrait améliorer chacun de ces points, mais ils sont néanmoins une réalité.

Pourquoi ne pas profiter de cette capacité organisationnelle pour faire ce qu'une grande partie des membres de Québec solidaire savent le mieux : faire avancer la société par la mobilisation sociale ? Supposons que chaque année (ou aux deux ans) le congrès du parti vote un enjeu prioritaire pour les prochains mois. Un seul : l'important serait de ne pas se disperser et de se fixer un seul objectif clair. Il ne s'agirait pas de faire une campagne de sensibilisation comme on l'entend habituellement (*Courage politique, Pays de projets, Gratuité scolaire*, etc.), mais de faire des gains concrets à partir d'un plan d'action précis. On choisirait ensemble ce qu'il est à la fois nécessaire et possible de gagner et on se donnerait les moyens pour l'atteindre. Que seraient ces « gains » ? Ce que les membres décideraient après en avoir débattu : une hausse des investissements en transport en commun ? Des constructions de logements sociaux ? Une campagne nationale de lutte contre la violence envers les femmes ? Une augmentation du salaire minimum ? Qu'importe la cause, le congrès jugerait de ce qui serait à la fois pertinent et réaliste.

Pour obtenir ces gains, Québec solidaire prendrait des moyens qui iraient au-delà de ce qu'un parti fait habituellement. C'est ici qu'il faut réinventer ce qu'est un parti de gauche, féministe, écologiste et indépendantiste au Québec. Une part de ce parti ressemblerait à un mouvement social dans ses modes d'action, sauf que Québec solidaire a la possibilité d'aller faire des gains sur des terrains plus diversifiés qu'un mouvement social, lequel se concentre généralement sur un enjeu précis. Il peut aussi agir sur le terrain parlementaire de façon coordonnée, comme il le fait déjà avec les mouvements sociaux. Bien sûr, cela exigerait de repenser les liens entre Québec solidaire et ses alliés des mouvements sociaux. Parfois cela pourrait même créer des tensions, mais je crois qu'en bout de piste, tout le monde bénéficierait d'un parti qui s'active pour faire des gains concrets.

Mieux canaliser l'énergie

Pour rendre cela possible, il faut mieux canaliser l'énergie des militants et des militantes de Québec solidaire. En ce moment, énormément de temps est consacré à la politique interne du parti, à son administration et à l'adoption de son programme. Comme la rédaction du programme tire à sa fin, il serait temps de consacrer de l'énergie ailleurs, nommément sur le terrain. Pour ce faire, il faut limiter les congrès et les conseils nationaux pour qu'il n'y ait qu'une

grande rencontre nationale par année. Actuellement, les associations locales consacrent trop de temps à préparer ces instances, en plus du temps nécessaire d'administration et d'organisation au niveau local.

Il est crucial de libérer du temps au local pour que trois éléments deviennent des priorités : l'action terrain, le recrutement et le financement. L'embauche au national d'une personne pour appuyer le développement des associations locales est déjà une bonne nouvelle – bien qu'elle arrive tard dans le développement du parti. Il est maintenant nécessaire que s'ouvre, dans les associations locales, de l'espace pour des militants et des militantes qui sont davantage des « activistes » que des « politiques », qui ont le goût de faire de l'action terrain, d'obtenir des gains, plutôt que de parler politique pendant trois heures de réunion lors des assemblées générales locales ou régionales. Je connais nombre de personnes qui, après quelques-unes de ces réunions, ont quitté l'organisation parce qu'elles n'y trouvaient pas leur place. Pourtant, Québec solidaire a grand besoin d'elles.

Je ne nie pas ici l'importance des militants et des militantes plus « politiques » (je m'identifie personnellement plus à cette catégorie), mais je crois qu'il faut savoir faire de la place, tant dans les instances que dans le temps qu'on consacre à l'une et l'autre des activités. Québec solidaire doit devenir plus visible dans le quotidien, déranger par des actions audacieuses dans toutes les régions du Québec. Beaucoup de gens ont envie de faire précisément cela, il faut leur ouvrir les portes du parti.

Recentrer le message

Cette réorganisation pourrait se faire en parallèle avec un recentrage du message politique. D'abord, il faut éliminer clairement toute possibilité d'alliance avec le centre ou la droite au nom d'un quelconque recentrage programmatique. Là-dessus, l'échec du Nouveau Parti démocratique, l'élection de Corbyn chez les travaillistes anglais, la popularité de Bernie Sanders aux États-Unis, tout comme les insuccès du centrisme d'un François Hollande en France et d'une Dilma Rousseff au Brésil permettent de dire que cette option est probe politiquement, et qu'elle est aussi optimale stratégiquement. Il y a une soif pour un discours clair et marqué à gauche. Il s'agit de développer les tactiques communicationnelles pour l'étancher.

D'autre part, il faut clairement situer les objectifs électoraux, ne plus avoir peur des mots. Québec solidaire souhaite prendre le pouvoir. Il considère pouvoir former le meilleur gouvernement possible au Québec. Cela n'empêche pas de dire, par ailleurs, que le parti considère comme une avancée importante le fait d'obtenir des succès limités, à défaut du pouvoir immédiat. Il faut cependant cesser de jouer le défaitisme qui se déguise en réalisme. Malgré quelques succès honorables, le parti n'a pas atteint ses objectifs : la société québécoise ne s'améliore pas malgré dix ans d'efforts. Nous allons vers le pire en ce moment même. Il est crucial de dire que le parti n'arrêtera pas là et de ne pas laisser

entendre que Québec solidaire pourrait s'allier aux adversaires politiques qui participent à détruire le Québec activement.

Enfin, ces objectifs doivent s'accompagner d'une proposition politique claire. Certes, des efforts ont été consentis dans ce sens lors des dernières campagnes électorales. Peut-être faut-il aller plus loin et énoncer clairement des mesures précises ainsi que leurs incidences immédiates sur les gens. Ce que le parti considère comme de l'ouverture est probablement perçu comme du flou suspect par le public. Des engagements simples et fermes seraient nécessaires pour parler clairement à la population. Là-dessus, un travail de réflexion et de précision s'impose.

Conclusion

Québec solidaire doit évoluer. C'est le temps d'en discuter, d'ouvrir le débat, et surtout d'agir, de changer. L'échéance de 2018 est toute proche. Il est nécessaire d'avoir une organisation prête pour ce moment important. Avant d'être repris dans le tourbillon, le moment est bon pour faire les débats et organiser les changements qui s'imposent. Le moment est opportun aussi pour faire de l'action politique et montrer à la population que Québec solidaire sert à quelque chose. Il faut que l'organisation politique soit à la hauteur des ambitions de ses membres.